



Le Conseil prend position face au Mondial de la FIFA au Qatar

Vendredi le 2 décembre 2022

Depuis le 20 novembre dernier se déroule la 22e édition du Mondial de football à Doha, au Qatar. Bien que cet événement s'inscrive dans la politique macronationale, les micronations, attachés aux valeurs que devraient véhiculer le sport et toute compétition universelle, ne peuvent rester témoins d'une telle supercherie sans réagir. En particulier, il n'est pas possible de fermer les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme et l'immense gâchis environnemental que constitue, par le choix de cette terre d'accueil, cette compétition.

L'Organisation de la MicroFrancophonie a notamment pour tâche de se porter à la défense des droits de l'homme, de la dignité humaine. Nul n'ignore – et nul n'ignorait lors de l'attribution de la Coupe au pays hôte – les limites et les standards inacceptables du droit travail au Qatar ni les manquements qui devraient s'ensuivre. Face aux conditions déplorables de vie des ouvriers, en majorité des migrants venus du Pakistan, de l'Inde, du Bangladesh, du Népal et du Sri Lanka, au moins 6500 d'entre eux en sont morts suite à des manquements majeurs au niveau de la santé et de la sécurité des travailleurs sur place. Certains employeurs et les sous-contractants ont traité leurs employés dans des conditions d'asservissement proche de l'esclavage. Cette réalité a été connue tout au long des chantiers, et les engagements des autorités à réformer le droit du travail n'y ont rien changé. Aucune intervention sérieuse de la FIFA n'a été menée pour sanctionner ces atteintes majeures à la dignité humaine et aux droits des travailleurs.

Au Qatar, les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont punies par la loi. Les contrevenants sont exposés à une peine de sept ans en pénitencier. Selon des révélations de Human Rights Watch (HRW), les forces du Département de la sécurité préventive du Qatar arrêtent arbitrairement des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles et transgenres (LGBT), et les soumettent à de « mauvais traitements » en détention. Malgré leurs promesses avant la compétition, les autorités qatariennes musellent de plus toute expression de soutien à l'égalité des droits par le seul port des couleurs arc-en-ciel.

Au niveau environnemental, le Qatar s'est targué d'organiser le premier mondial de la FIFA à avoir atteint la neutralité carbone : stades à usage unique dont la construction n'a pas de sens dans cet État, climatisation aberrante de l'air extérieur, vols d'avions pour le transport des supporters depuis les États voisins où ils sont hébergés...

Selon Front Office Sports, le coût de l'organisation de cette coupe du monde aura été de 212 milliards d'euros : 15 fois le coût de celle du Brésil il y a 8 ans, 60 fois le coût de celle de l'Allemagne il y a 12 ans. Un argent mobilisé par une pétromonarchie pour construire des infrastructures inutiles et climatiser le désert dans un contexte de droits de l'homme bafoués. Au même moment, les nations réunies à la COP 27 peinaient à réunir la moitié de cette somme pour compenser les conséquences pour les pays pauvres de la dépendance du monde aux énergies fossiles et d'un dérèglement climatique désormais en phase d'accélération. Ce manquement de A à Z au respect des valeurs du sport, cette injure faite aux victimes à venir de l'absolutisme qatari et des catastrophes climatiques à venir est l'expression d'un fonctionnement délétère qui inverse l'échelle des priorités. Elle n'aura été possible que par l'effacement de l'intelligence collective dont l'humanité a besoin face à la corruption des entités en situation de prendre ces décisions.

États modestes, pensés au service des communautés que nous rassemblons, les micronations francophones condamnent avec la plus grande fermeté les choix faits par leurs homologues membres de la FIFA qui ont délibérément choisi le camp de la honte vis-à-vis des générations à venir.



The Council takes a stand on the FIFA World Cup in Qatar

Friday December 2 2022

Since November 20, the 22nd edition of the World Cup has been taking place in Doha, Qatar. Although this event is part of the macronational policy, the micronations, attached to the values that sport and any universal competition should convey, cannot remain witnesses of such a deception without reacting. In particular, it is not possible to turn a blind eye to the violations of human rights and the immense environmental waste that this competition constitutes, by the choice of its host land.

The MicroFrancophonie Organization has the particular task of defending human rights and human dignity. No one is unaware – and no one was unaware when the Cup was awarded to the host country – the limits and unacceptable standards of labor law in Qatar or the shortcomings that should result. Faced with the deplorable living conditions of the workers, mostly migrants from Pakistan, India, Bangladesh, Nepal and Sri Lanka, at least 6,500 of them died as a result of major breaches in the health and safety of workers on site. Some employers and subcontractors treated their employees in slave-like conditions. This reality was known throughout the projects, and the authorities' commitments to reform labor law have not changed anything. No serious intervention by FIFA has been carried out to sanction these major violations of human dignity and workers' rights.

In Qatar, sexual relations between people of the same sex are punishable by law. Offenders face a seven-year prison sentence. According to revelations from Human Rights Watch (HRW), the forces of the Department of Preventive Security in Qatar arbitrarily arrest lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) people, and subject them to “ill-treatment” in detention. Despite their promises before the competition, the Qatari authorities are also muzzling any expression of support for equal rights by wearing rainbow colors alone.

At the environmental level, Qatar prided itself on organizing the first FIFA world to have achieved carbon neutrality: single-use stadiums whose construction makes no sense in this state, aberrant air conditioning outside, noria of planes for the transport of the supporters from the neighboring States where they are accommodated...

According to Front Office Sports, the cost of organizing this World Cup will have been 212 billion euros: 15 times the cost of that of Brazil 8 years ago, 60 times the cost of that of Germany there 12 years ago. Money mobilized by a petromonarchy to build useless infrastructure and air-condition the desert in a context of flouted human rights. At the same time, the nations gathered at COP 27 were struggling to raise half of this sum to offset the consequences for poor countries of the world's dependence on fossil fuels and of climate change now accelerating. This failure from A to Z to respect the values of sport, this insult to the future victims of Qatari absolutism and future climatic disasters is the expression of a deleterious operation that reverses the scale of priorities. It will only have been possible by erasing the collective intelligence that Humanity needs in the face of the corruption of the entities in a position to make these decisions.

Modest states, thought to serve the communities that we bring together, the French-speaking micronations condemn with the greatest firmness the choices made by their FIFA member counterparts who have deliberately chosen the camp of shame vis-à-vis future generations.